

10<sup>e</sup> CONGRÈS DU FLNLes «historiques» s'unissent  
contre Saâdani

**Coup dur pour Amar Saâdani : à la veille de la tenue du 10<sup>e</sup> congrès du Front de libération nationale dont l'ouverture officielle est prévue pour demain, quasiment tous les ténors du parti s'en démarquent publiquement. Jamais, dans l'histoire du vieux parti, un secrétaire général n'a réussi un consensus aussi large... contre lui-même au sein du cercle des personnalités historiques dont une bonne partie est issue de l'ALN.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Hier, en effet, les contestataires de Saâdani et du 10<sup>e</sup> congrès ont organisé une rencontre en leur quartier général à El-Biar pour «arrêter une position commune» par rapport au rendez-vous de ce week-end.

Il a été question à l'occasion de lire un communiqué paraphé par 111 membres du Comité central «de différentes catégories d'âge» qui annoncent, notamment, leur «refus d'assister à ce dixième congrès frappé d'illégitimité» ainsi que leur «rejet de tout ce qui en découlera et à tous les niveaux».

Parmi les signataires, figurent, bien sûr, ceux qui sont montés au front contre Amar Saâdani depuis 2013 comme Abderrahmane Belayat, Salah Goudjil, Abdelkrim Abada, Amar Tou, Rachid Harraoubia, Abdelaziz Ziari, Kassa Aïssi, Nourredine Djaffar, Chawki Mezine. Mais d'autres noms et pas des moindres viennent en renfort aux contestataires.

Pas moins de trois anciens responsables du parti, à savoir Mohamed Salah Yahiaoui, Boualem Benhamouda et Abdelaziz Belkhadem, pour commencer. En d'autres termes, et à l'exception de Ali Benflis qui, lui, a préféré constituer son propre parti politique, il s'agit, là, de l'ensemble des anciens secrétaires généraux du FLN encore en vie.

On citera également d'autres ténors du parti comme Mustapha Cherchali, Abdellah Hadj, Mohamed Tahar Yala, Ahmed Sbaâ, Affane Guezan Djillali, Mohamed Boukhalfa, Ali Mimouni, Ahmed Mamouni, et une pléiade d'anciens ministres comme Lakhdar Dorbani, Abderrachid Boukerzaza, Rachid Benaïssa, Mohamed Seghir Kara, Abdelkader Bounekraf, Nadir Hmimid et bien d'autres.

A ce niveau déjà, il s'agit d'un vrai camouflet, un échec politique et surtout moral pour Amar Saâdani au-delà du nombre des congressistes, de la tenue du congrès ou de



Photo : Samir Sid

Un camouflet pour Saâdani.

la décision de justice attendue pour aujourd'hui même. Pour Saâdani mais pas seulement : en premier lieu, le message est destiné à celui qui tire les ficelles, fait et défait tout au FLN et ailleurs, depuis 1999. Passe encore sur les rivalités historiques et les rancœurs qui remontent à très loin entre Abdelaziz Bouteflika et son ancien rival pour la succession de Boumediène, Mohamed Salah Yahiaoui. Ou encore avec Boualem Benhamouda auquel Bouteflika n'a jamais pardonné le fameux rapport de la Cour des

comptes le concernant dans le sillage de la cabale menée contre lui après l'arrivée de Chadli au pouvoir. Mais que d'anciennes figures de premier plan, d'anciens moudjahidine, quasiment tous ceux qui confèrent sa légitimité au FLN, tournent le dos au choix de Bouteflika est en soi une humiliation pour ce dernier.

Certes, le coup de force engagé depuis le 29 août 2013 pour imposer Amar Saâdani se poursuivra à l'occasion de ce dixième congrès. La chambre administrative ayant débouté les contestataires dans la

seconde affaire, concernant la légitimité de la session du Comité central convoqué pour aujourd'hui dans l'après-midi en constitue le premier signe avant-coureur. Pour le reste, la machine est lancée et c'est un haut responsable à la présidence de la République qui est chargé de superviser et d'organiser le congrès ! Il n'en demeure pas moins que les plus grandes turbulences sont à prévoir ultérieurement à ce congrès.

Avec autant de monde dans l'opposition, une opposition qui sera certainement «massivement» renforcée par tous les futurs déçus, forcément des masses, au regard du nombre des congressistes. D'ailleurs, et à bien y regarder, c'est dans ce proche avenir que les contestataires veulent investir. Cela, en décidant d'abord de ne pas assister au congrès.

Et ensuite en se disant «foncièrement engagés à poursuivre notre lutte et notre militantisme en vue de remédier à toutes les dérives (de l'actuelle direction) et ce, avec tous les moyens que permet la loi, pour redonner leur légitimité à toutes les structures du parti, conformément à ces propres textes et aux lois de la République».

En d'autres termes, les contestataires donnent rendez-vous à Saâdani pour après le congrès...

K. A.

## À PARTIR D'ORAN

Le P<sup>r</sup> Zitouni explicite le plan cancer

**Je dois vous faire une confidence, quand on a fait cette proposition qu'il soit alloué pour le plan cancer sur 5 ans entre 180 milliards de dinars et 200 milliards de dinars, je dois avouer qu'on n'y croyait pas beaucoup», confiait hier, le professeur Messaoud Zitouni, qui a pris part à Oran au niveau du CHU, à une rencontre sur les contours du plan national de lutte contre le cancer 2015-2019.**

**Amel Bentolba - Oran (Le Soir)** - La baisse des prix du pétrole n'a pas non plus conforté l'équipe du professeur Zitouni quant à un accord pour allouer un tel budget. «Dans notre esprit, l'idée était tempérée et puis, nous avons eu la très bonne surprise d'apprendre à travers le Conseil des ministres que ce chiffre a été pris tel que nous l'avons proposé, c'est-à-dire 180 milliards de DA.». Toutefois, préconise-t-il, avec insistance «il faut qu'on fasse attention à la manière dont nous dépensons les deniers publics. Il faut que cela se fasse de manière rationnelle».

Dans son intervention, le professeur Zitouni a rappelé la progression historique du cancer dans notre pays qui est, dit-il, en réalité en évolution assez rapide. «En 1975, pratiquement le cancer était une pathologie absolument absente du radar du système pathologique qui était classé 27<sup>e</sup>. Au bout d'une vingtaine d'années le cancer est devenu un sujet d'une grande banalité dans nos pays. En Algérie, il a fallu attendre les années 2000 pour que l'on commence à voir naître un certain nombre d'actions, de mesures et de programmes de lutte contre le cancer, et c'est ainsi qu'est donc arrivée à maturité l'idée de faire un plan cancer».



Photo : DR

Professeur Messaoud Zitouni.

L'intervenant attire l'attention de l'assistance sur le fait que l'Algérie est dans une courbe ascendante, précisant qu'il y a encore des maladies transmissibles qui persistent plus ou moins et les maladies non transmissibles sont en augmentation continue. «Ce qui explique le terme de la double charge que nous devons subir en Algérie, c'est-à-dire les maladies transmissibles sont en train de disparaître mais pas tout à fait et elles peuvent renaître comme le sida, l'Ebola... et puis, les maladies non transmissibles, elles, vont inexorablement augmenter parce qu'elles vont être parallèles à l'évolution démographique, il faut faire très attention».

Le P<sup>r</sup> Zitouni rappelle qu'en Algérie, on compte actuellement plus de 50 000 nouveaux cas de cancer par an, «le vrai problème qui se pose actuellement chez nous : est-ce que ce nombre va augmenter ou non ?», s'interroge-t-il.

Mettant en avant la courbe de la Banque mondiale de santé qui montre l'évolution de l'incidence du cancer jusqu'aux années 2030 et 2040 et qui, d'après

leurs calculs l'incidence des cancers va invariablement augmenter pour pratiquement doubler dans les 30 prochaines années. Le P<sup>r</sup> Zitouni prévient «s'il n'y a pas d'études similaires en Algérie, il est à peu près certain qu'il va y avoir une augmentation plus importante du cancer. La meilleure façon, c'est de le savoir pour pouvoir préparer des stratégies assez efficaces».

Pourquoi un plan cancer ? Pour l'intervenant, la réponse est évidente, tout d'abord dit-il, «c'est un phénomène qui transcende la simple idée de maladie, c'est beaucoup plus grave, plus traumatisant, il retentit directement sur l'économie de santé, et l'économie du pays en général. Il y a aussi l'inefficacité des mesures, des méthodes antérieures telles que les programmes plus ou moins éparpillés, c'est pour cela qu'un certain nombre de pays ont opté pour un plan cancer».

Abordant le volet dépistage et prévention qui ont un rôle important dans la lutte contre le cancer, le P<sup>r</sup> Zitouni déplore toutefois le manque d'organisation. «Il y a énormément de campagnes de dépistage du cancer du sein qui sont faites par des spécialistes compétents mais dans un cadre qui n'est pas organisé. L'Organisation mondiale de la santé insiste sur le fait que ces campagnes doivent être organisées, unifiées, mutualisées pour donner de bons résultats. Sinon quand le dépistage est fait de manière non organisée, il est non seulement inutile mais il risque d'être dangereux».

En guise de conclusion, l'intervenant insiste sur la nécessité de rénover la stratégie de la santé, le renforcement de l'interdisciplinarité, et opérer une réforme au niveau de la formation. De même, dit-il «redynamiser la dimension loco-régionale et ancrer le principe de suivi et d'évaluation des programmes de santé».

A. B.

ILS L'ONT EXIGÉ LORS  
D'UN SIT-IN HIER À ALGERLes gardes  
communaux pour un  
dialogue avec leurs  
«vrais» représentants

Les gardes communaux regrettent que leur dossier soit perverti par la faute des pouvoirs publics qui s'entêtent à mener un dialogue à blanc avec des interlocuteurs qui ne représentent qu'eux-mêmes.

C'est, là, le principal message des membres de cette corporation, dont une dizaine a fait le déplacement à Alger à partir de Aïn-Defla où ils observent un sit-in depuis le 26 avril dernier. Une manière pour eux de briser le silence et le black-out autour de leur «combat» qui est, selon un des membres de cette délégation qui a observé un sit-in de quelques minutes devant la Maison de la Presse Tahar-Djaout, hier mardi, loin de se limiter à l'aspect matériel.

«Nous voulons en premier lieu une reconnaissance officielle du sacrifice de cette corporation qui a payé chèrement la sauvegarde du pays du péril vert», dira un de ces délégués. Selon lui, leurs pairs qui mènent un dialogue de sourds avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales ont «trahi le sang de leurs 4 663 collègues assassinés par les terroristes», car «ne représentant que leurs petites personnes».

«Mais c'est quoi ces prêts Angem auxquels tout le monde a droit ou encore cette carte Chifa à 100% ?», s'interrogera notre interlocuteur, qui s'étalera sur le dénuement dans lequel «survivent» nombre de veuves et d'orphelins de gardes communaux. «Nous ne lèverons le camp de Aïn-Defla qu'une fois un dialogue sincère est engagé avec les véritables représentants des gardes communaux», affirmera-t-il, non sans mettre en avant une autre doléance phare. Celle de la «constitutionnalisation de la résistance et de la lutte antiterroriste», réitérant leur regret que «Madani Mezrag soit hissé personnalité nationale».

M. K.